Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, avec BFM TV le 29 septembre 2015, sur la situation en Syrie et en Ukraine.

2015-09-29

* Syrie - Daech - Russie

Q - Hier, on a vu la France qui s'est affrontée avec la Russie sur la position à adopter vis-à-vis de Bachar Al-Assad, le président syrien. Que répondez-vous ce soir à Vladimir Poutine lorsqu'il dit que François Hollande et Barack Obama ne sont pas syriens, ils n'ont donc pas à choisir les dirigeants de ce pays ?

R - M. Poutine est un très bon communicant. Il estime que lui peut prolonger la vie, si je puis dire, l'existence politique de M. Bachar Al-Assad qui est un criminel contre l'humanité. En revanche, il estime que ni le président américain ni le président français n'ont le droit de s'exprimer là-dessus.

Je crois que ce que l'on voit ici, c'est un essai, un essai de résoudre la question syrienne qui est horriblement compliquée. Il faut sûrement lutter contre Daech et vous avez vu que la France a décidé non seulement d'envoyer des avions de reconnaissance mais de frapper Daech. C'est une très bonne chose, comme le font les Américains et d'autres, alors que pour le moment, la Russie fait un certain nombre de discours mais elle n'a pas frappé Daech. On va voir ce qui va se passer.

Et puis il y a un autre aspect, pas seulement militaire, qui est la transition politique. Nous, nous sommes persuadés qu'on ne peut pas régler la question uniquement à travers un biais militaire et, donc, qu'il faut opérer une transition politique. Il y a des discussions entre les Américains, nous-mêmes, d'autres qui considèrent que M. Bachar Al-Assad ne peut pas être l'avenir de la Syrie parce que si on veut une Syrie unie qui respecte les communautés, on ne peut pas éternellement mettre à sa tête la personne qui est responsable du chaos alors que les Russes, les Iraniens disent qu'il faut maintenir Bachar Al-Assad. »

Nous avons donc des discussions là-dessus. Moi-même, je vois mes collègues iranien, russe, américain, arabes et il faut - je l'espère - qu'on arrive à trouver une solution politique.

Q - En attendant de se mettre d'accord autour d'un scénario pour éliminer Daech, vous dites à Vladimir Poutine qu'il peut dès à présent envoyer des avions russes frapper Daech, faire des frappes aériennes.

R - Non, je n'ai pas de conseil à lui donner et le président russe fera ce qu'il veut faire. Mais ce que je constate - et c'est incontestable -, c'est que, alors que nous sommes très nombreux à frapper effectivement Daech, en ce qui concerne M. Bachar Al-Assad, c'est seulement la semaine dernière qu'il a commencé à frapper Daech. Pour le moment, les Russes - mais c'est leur décision - ont envoyé des avions en Syrie mais n'ont pas encore - peut-être le feront-ils - frappé Daech. La meilleure manière de lutter contre le terrorisme, c'est de lutter effectivement contre le terrorisme. Ce matin, nous avions une réunion sur, précisément, les moyens de lutter contre le terrorisme. Nous étions 150, je crois, et il y a une unité de vue là-dessus.

Cela ne veut pas dire que pour l'instant, la façon dont a été menée la lutte contre le terrorisme soit optimale, je ne crois pas. Je crois qu'il y a des progrès très importants à faire pour une meilleure coordination. Et là, chacun doit balayer devant sa porte. Il faut aussi examiner - nous sommes en train de le faire - si on ne pourrait créer au nord de la Syrie et peut-être dans d'autres parties de la Syrie des zones de sécurité. Il faut demander aux Russes, à Bachar Al-Assad de faire en sorte qu'ils n'envoient plus ce qu'on appelle des «barrels bombing», c'est-à-dire des barils d'explosifs, qui tuent la population civile.

Tout cela doit être fait et, en même temps, il faut discuter avec les uns et les autres pour arriver à une solution politique. Ça va être très difficile, il ne faut pas le cacher, mais la position de la France est parfaitement comprise et partagée par beaucoup.

Q - Oui, mais elle est assez intransigeante cette position vis-à-vis d'Assad. Est-ce qu'on n'est pas, finalement en France, en train de se marginaliser diplomatiquement ? On entend même Angela Merkel, la chancelière allemande, dire qu'il faut parler à Assad. On est les seuls maintenant peut-être à rester positionnés sur un refus absolu de parler au président syrien...

R - Non, nous sommes très nombreux et une très grande majorité à dire des choses qui ne sont pas liées à une réaction personnelle - ce n'est pas le sujet - mais à une analyse de fond, non seulement pour des raisons morales, parce que ce monsieur est un criminel effrayant, mais pour des raisons d'efficacité. Qu'est-ce qu'on cherche ? On cherche à ce que la Syrie - ce sera très difficile - soit un pays qui puisse recouvrer son intégrité, qui soit uni et où chaque communauté soit respecté. Ça, c'est l'objectif. Et nous disons - pas seulement nous mais aussi les Allemands, les Américains, les Arabes et beaucoup d'autres - que si on veut arriver à ce résultat, ce n'est pas en disant que M. Bachar va être à la tête de la Syrie éternellement parce que sinon tous les gens - et ils sont des centaines de milliers - qui sont persécutés par lui vont du même coup être renvoyés du côté des terroristes. J'espère que je suis clair. Nous disons qu'il faut une discussion sur les bases de ce qu'on a appelé le Communiqué de

Genève et - nous avons un déjeuner d'ailleurs avec les membres permanents du Conseil de sécurité pour discuter de ça - il faut une discussion qui permette de trouver une solution.

M. Bachar Al-Assad, à la fin du processus, ne pourra pas être celui qui va mener la Syrie vers une Syrie pacifiée et paisible ; ce n'est pas réaliste. Donc, pour cet argument d'efficacité, nous disons qu'il faut engager la discussion et puis la poursuivre. C'est très compliqué bien sûr mais la position de la France est partagée par énormément de monde !

Q - Donc on n'est pas isolés, la France n'est pas isolée ce soir.

R - Absolument pas ! J'entendais encore ce matin le président Obama dire : «Il ne peut pas y avoir de solution militaire en Syrie si, politiquement, c'est M. Bachar Al-Assad qui reste au pouvoir.» Cela me paraît une évidence.

Encore une fois, il ne faut pas opposer d'un côté la morale et de l'autre l'efficacité, ça va exactement dans le même sens. Nous, ce que nous recherchons, c'est l'efficacité. Comment ? Après des périodes transitoires bien sûr. Qu'on ne dise pas aux Syriens : «C'est le responsable de vos massacres qui va être votre leader pendant des années.» Cela ne va pas fonctionner et je crois que chacun peut le comprendre.

Q - Je parlais d'Angela Merkel mais il y a également la Grande-Bretagne qui, semble-t-il, accepte ce soir l'idée que Bachar Al-Assad reste au pouvoir pendant une période de transition en Syrie mais qu'il ne pourra pas se maintenir à terme. C'est ce que déclare le Premier ministre Cameron.

Non, nous avons discuté avec le Premier ministre Cameron. La question, ce n'est pas le début du détail. Bon, il faut bien engager la discussion. Mais la question, c'est : vers où on va ? À Genève, c'était il y a un peu plus de trois ans, on a dit qu'il fallait un gouvernement de transition. Qui est-ce qu'il y aura dans ce gouvernement ? Il y aura l'opposition modérée et puis il y aura des éléments du régime. Disons les choses telles qu'elles sont, nous l'avons dit dès le début, mais afficher que c'est M. Bachar Al-Assad, à la fin du processus, qui sera le leader de la Syrie, cela interdit - j'espère être clair - à tout le processus de fonctionner. Donc il faut bien sûr entrer dans la discussion - et là, les diplomates sont là pour la faciliter...

Q - Mais un compromis est possible...

R - Mais le bout du processus - et M. Cameron, Mme Merkel ne disent pas autre chose -,il faut le rechercher bien sûr !

Q - Est-ce que la France pourrait soutenir la résolution russe devant le Conseil de sécurité de l'ONU et à quelles conditions ?

R - Alors, pour l'instant, il n'y a pas de résolution. Peut-être y en aura-t-il une demain. M. Poutine, dans son discours, a annoncé qu'il y en aurait une mais nous n'avons été saisis

d'aucune résolution. Si j'ai bien compris, l'idée de M. Poutine, c'est de dire qu'il faudrait qu'il y ait une coalition générale contre Daech. Pourquoi pas mais il faudrait que cela commence par le fait que les Russes eux-mêmes s'engagent. Il faudrait que les Russes s'engagent contre Daech ; pour le moment, ils ne l'ont pas fait concrètement.

Si on peut rassembler des bonnes volontés efficaces pour lutter contre Daech, c'est parfait. Mais, premièrement, il faut bien sûr que l'on puisse aborder cette question politique : quel va être l'avenir politique de Bachar ? Sinon c'est contradictoire. Deuxièmement, il faut que Bachar arrête les bombardements à partir de barils de poudre contre la population civile. Là, ce n'est pas du tout Daech, ce sont les Syriens qui sont en train d'être massacrés. Et puis il faut essayer de trouver, dans différents coins de Syrie, des zones de sécurité où les Syriens puissent aller sans partir pour l'Europe ou partir pour le Liban, la Jordanie, la Turquie.

Donc, si on peut tous se mettre d'accord pour une action efficace contre Daech, c'est parfait, mais cela veut dire qu'il faut aussi que l'on avance sur la solution politique - Bachar -, sur le fait que l'on arrête les bombardements contre les civils et puis peut-être dégager des zones de sécurité. C'est de tout cela que nous commençons à discuter.

(...)./.

Ukraine - Russie

(...)

Q - Une dernière question, Laurent Fabius. Poutine arrive vendredi à Paris. Va-t-on vers une levée des sanctions vis-à-vis de la Russie sur le dossier ukrainien ?

R - La venue de M. Poutine, de M. Porochenko et de Mme Merkel, qui vont discuter avec le président français, c'est dans le cadre ce qu'on appelle le Format de «Normandie». Là aussi, la France a joué son rôle.

Nous, quel est notre objectif partout, que ce soit en Syrie, en Ukraine et ailleurs ? Nous recherchons la paix et la sécurité. Si vous m'interrogez - moi, je suis chef de la diplomatie - pour savoir quel est l'objectif n° 1 de la France, c'est paix et sécurité. Dans le cas de l'Ukraine, nous avons bâti ce Format de «Normandie». Nous sommes les seuls avec les Allemands à discuter avec les Russes, avec les Ukrainiens. Nous espérons que l'on va pouvoir respecter les Accords de Minsk, que nous avons cosignés et qui permettent une solution pour que l'Ukraine retrouve son intégrité. Si ces Accords de Minsk sont respectés - la date butoir est fixée au 31 décembre - alors, évidemment, il faudra aller vers la levée des sanctions.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 octobre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196322-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du-d